

Québec français

La IV^e conférence des communautés ethniques de langue française

André Gaulin et Christian Vandendorpe

L'évaluation
Numéro 30, mai 1978

URI : id.erudit.org/iderudit/56599ac

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN 0316-2052 (imprimé)
1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gaulin, A. & Vandendorpe, C. (1978). La IV^e conférence des communautés ethniques de langue française. *Québec français*, (30), 2–3.

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1978

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Québec français

est une revue pédagogique, littéraire et culturelle destinée aux enseignants de français et au public en général. Publié par l'Association québécoise des professeurs de français. *Québec français* est une revue sans but lucratif, financièrement autonome et ne reçoit aucune subvention.

Directeur de la revue
Christian Vandendorpe

Rédacteurs en chef
Gilles Dorion (littérature)
Jean-Guy Milot (pédagogie)

Comité de lecture et équipe de rédaction
Littérature

Aurélien Boivin
Maurice Émond
André Gaulin

Pédagogie
Pierre Achim
Aline Desrochers-Brazeau
Christophe Hopper
Michel Pagé
James Rousselle

Ont collaboré à ce numéro

Claudette Barbera	Jacques Hurtubise
Micheline Bédard	Yve Lavolette
Huguette Bégin	André Mareuil
Émile Bessette	Jean-Pierre Masson
Gilles Bibeau	Yves Méthot
Jacques Bias	Hermann Paquette
Denis Bourget	Yvon Patrice
Denyse Bourneuf	Gilles Primeau
Louis Caron	François Ricard
Denise Cimon	Madeleine Ricard
Denise Deshaies	Helène Roberge
Marcelle Ducharme	Gilles Thivierge
Charlotte Guérette	Paul Warren

Maquette de la couverture
Christian Vandendorpe

Secrétaire aux abonnements
Claire Boivin (418) 872-6312

Adresse postale de la revue
Québec français
C.P. 9185
Québec G1V 4B1

Adresse postale de l'Association
A.Q.P.F.
C.P. 9272
Québec G1V 4B1

Abonnement pour un an / 4 numéros
— au Québec et au Canada: \$7.00
— à l'étranger: par avion: \$12.00
Les membres de l'A.Q.P.F. reçoivent gratuitement la revue.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Indexé dans Périodex ISSN 0316-2052

Ce numéro a été tiré à 4,650 exemplaires.
Composé par Graphiti, à Saint-Georges.
Imprimé par L'Éclaireur, à Beauceville.
Tous droits réservés. © Ottawa.

FRANCOPHONIE

La IV^e conférence des con

Le Château Frontenac, symbole de notre colonisation anglaise à Québec, abritait au début d'avril les représentants des communautés valdotaine, jurassienne, acadienne, wallonne et québécoise. Le thème de la rencontre de cette quatrième assemblée en quelques années était « LE RÉFÉRENDUM, EXPRESSION DE LA DÉMOCRATIE ET INSTRUMENT D'ÉMANCIPATION. » Cette réunion de plus de six cents personnes (qu'infiltraient d'ailleurs des agents doubles) a fourni aux participants toute une dynamique de la libération des peuples.

Qu'est-il sorti, somme toute, de cette fin de semaine remplie et intensément fraternelle? Que le référendum n'appartient pas au pouvoir de l'État mais au peuple, qu'il est un instrument merveilleux de démocratie dans ces démocraties qui ont trop tendance à ne recourir au peuple que pour rendre légitimes une technocratie, un impérialisme qui souvent écrasent. Mais surtout, qu'il n'y a rien de plus normal que l'émancipation des peuples (comme il est normal de sortir de l'enfance, de la domination et de la nuit).

Ce sera sans doute pour ceux qui croient à la vraie démocratie, celle qui est faiseuse de toutes les libertés possibles, un temps fort que de constater ensemble que partout, un impérialisme veut vassaliser des nations, des groupes ethniques au nom de l'unité du monde. Que l'unité est scandaleusement confondue avec l'uniformité destructrice et la non-participation silencieuse. De découvrir ensemble que partout les pouvoirs dominateurs utilisent le même arsenal des fantômes de la peur, le même chantage économique, la même crainte du changement, et qu'elles jouent sur cet argument colonial qui consiste à agiter l'impossibilité de s'imposer, petits peuples aux petits pains, contre les super-puissances. Partout les mêmes accusations de crime contre l'humanité, de complaisance à son ghetto, de refus de s'ouvrir sur les autres peuples!

C'est peut-être là que cette conférence aura été la plus utile car elle a servi de tribune à quelques grands textes qui présentent une nouvelle vision de la modernité des néo-nationalismes et déboutent les subterfuges des impérialismes qui se vivent en brebis pacifiques. Les Jurassiens, entre autres, nous auront servi une haute illustration de la dignité de leur lutte et des enjeux, dans

un pays soi-disant modèle de la démocratie, la Suisse de la neutralité et du capital. Roland Béguelin a rappelé fort à propos, lui qui a mené pendant vingt ans un combat essentiel sans désespérer, que tout peuple a le droit de disposer de lui-même sans qu'intervienne indûment les forces tyranniques des pouvoirs dominateurs extérieurs et intérieurs.

Les Québécois, hôtes de cette conférence, auront aussi raison d'être fiers des deux textes majeurs de Jean-Marc Léger et du ministre Jacques-Yvan Morin. Jean-Marc Léger pour sa part nous conviait à « la plus haute et à la plus pressante des tâches collectives ». Que cette tâche doit se mener « à la fois, comme un immense dialogue et une fête de la fraternité ». Tout comme Jacques-Yvan Morin, il a insisté sur la portée universelle de la question posée aux peuples en voie d'émancipation.

Dans un discours remarquable, le ministre Morin parlait même de la portée prophétique du combat des petits peuples comme indiquant l'orientation que devra prendre le monde contemporain vis-à-vis de la condition de l'homme de la fin de ce siècle. En ce sens, pense-t-il, il faut redéfinir le rôle des grands blocs, des grandes puissances pour ne pas soumettre cette planète, lieu de l'homme, au seul pouvoir « de la force brute ». Aussi considère-t-il de Gaulle comme l'homme d'État majeur de ce siècle quand il parle « de l'interdépendance comme devant être placée sous le signe des parties ». Cela ou l'esclavage de l'homme.

Bref, cette conférence à travers ses textes et ses interventions aura été le haut lieu d'une réflexion sur les cultures et les nationalismes. Elle aura fait prendre conscience, à ceux qui en doutaient encore, de la modernité foncière et du dynamisme des revendications nationales. Plus que jamais, les communautés humaines veulent avoir les moyens politiques de leur plein épanouissement dans les territoires où elles sont enracinées. Cette exigence fondamentale rend dérisoires les discours de ceux qui continuent à prôner pour le bénéfice des multinationales cette uniformisation des cultures et des croyances dont le mouvement missionnaire avait jusque-là fourni le modèle.

André GAULIN
Christian VANDENDORPE

Communautés ethniques de langue française

Extraits de la conférence de M. Jacques-Yvan Morin

[...] Voici venu le temps où il importe de penser l'organisation politique du monde en des termes qui ne soient pas mécaniquement ceux de la force brute. Et c'est alors que les nationalismes reçoivent un grand renouvellement de sens, car ils fournissent une première réponse humaine et raisonnable à l'angoissante question de la simplification outrée des rapports politiques, économiques et culturels dans une humanité vouée désormais à vivre dans un espace rétréci.

Ce nationalisme, qui, d'une part, n'a rien à voir avec le nationalisme conquérant et qui, d'autre part, ne représente plus uniquement les intérêts des pays colonisés à la manière classique, pose la question générale de la nécessité des souverainetés et des autonomies dans l'univers qui point à l'horizon. Il fournit une première ébauche de géographie politique à construire. Il vise à en établir les bases sur la double assise de la liberté et de l'interdépendance. Loin d'être un « crime contre l'humanité », selon un mot dérisoire et tristement célèbre, il avance d'ores et déjà un modèle de justice et de pondération des choses dans un monde qui devrait n'avoir plus à réduire des peuples en esclavage, puisque la technologie avancée lui fournit dorénavant les moyens de penser généreusement les rapports entre les peuples et de profiter davantage sans arrière-pensée des effets conjugués des libertés et des liens consentis.

C'est à cette troisième phase, c'est à ce nouveau rôle historique du nationalisme que nous pensons, ici au Québec, et dont nous sommes bien conscients qu'il nous rapproche de tous les peuples qui, consciemment ou d'instinct, cherchent comme nous la formule d'un univers qu'on ne peut tout de même pas livrer sans inquiétude au pur automatisme des agrandissements aveugles et cupides. La signification du nationalisme n'intéresse plus seulement les peuples qui légitimement d'ailleurs redemandaient leur liberté perdue; il a désormais une mission beaucoup plus large et tente de répondre à l'un des angoissants défis que les conditions du monde moderne poseront aux hommes.

Il était beaucoup trop simple et en définitive il était foncièrement erroné de sauter, comme beaucoup l'ont fait, aux conclusions précipitées que faisait miroiter l'idée de la mondialisation des rapports. Il n'était pas moins superficiel de présenter, sans les nuances et distinctions nécessaires, la suggestion que d'aucuns ont faite aux peuples de se fondre, toute précaution cessante dans de prétendus grands ensembles, économiques ou politiques, sans voir, dans chaque cas, où

se situe le véritable intérêt de l'homme, des cultures, des indépendances créatrices. Il ne s'agissait bien souvent alors que d'un nationalisme du type conquérant, mais déguisé, et ces suggestions n'émanaient en définitive que de sa machine à propagande.

Extraits de la conférence de M. Jean-Marc Léger.

[...] Chaque fois où une nation, où que ce soit dans le monde, si modeste soit-elle en termes de statistiques, retrouve ou consolide son autonomie, chaque fois où une culture, apparemment en voie d'étiollement, retrouve ses virtualités créatrices, c'est une victoire pour l'Homme, c'est une chance nouvelle donnée à l'humanisme. Face au risque d'asservissement puis de folklorisation des cultures, face au danger proche d'un néo-impérialisme à saveur technologique, d'autant plus redoutable qu'il est plus insidieux, le salut des nations et par elles des cultures qui les sous-tendent, est devenu un impératif.

C'est en ce sens que la recherche de la souveraineté n'est point seulement un droit (ce qui est entendu depuis longtemps) mais est devenue, tout autant, un devoir car par là, et par là uniquement, une nation peut-elle se réaliser pleinement, c'est-à-dire apporter au monde la contribution originale que celui-ci est en droit d'attendre, voire d'exiger, de chacune de ses composantes. Ainsi entendu, le nationalisme apparaît comme la première condition et la plus haute chance de l'internationalisme, comme la condition fondamentale de toute coopération véritable et comme la voie obligée vers l'humanisme de demain. Contre la trompeuse facilité et le désert spirituel que représentent les pseudo-grands ensembles, qui masquent à peine un type nouveau de domination et qui, pour prix d'une fragile et fallacieuse croissance entraînent la domestication des hommes et l'asservissement des communautés, la coopération lucide de patries égales et également souveraines constitue sans doute l'unique recours.

[...] D'ailleurs, n'assistons-nous pas, un peu partout à travers le monde et particulièrement en Occident (et bientôt sans doute dans les pays de l'Est) à un extraordinaire et significatif réveil des ethnies, à la réaffirmation de langues et de cultures qu'on avait prématurément consignées au musée de l'Histoire? Tout se passe comme si nos contemporains commençaient à redécouvrir, confusément encore mais profondément, que l'universel est le contraire de l'uniformisation et que la chance de l'universel passe par le salut des personnes singulières que sont les nations.

Extraits de la conférence de M. Roland Béguelein

D'où un chantage à la sécurité, lequel se traduit par divers slogans: « On est bien comme on est »; « on sait ce qu'on a, pourquoi changer »; « c'est vrai, certaines choses pourraient être améliorées, mais un bon tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». Ainsi, tout ce qui se traîne au niveau de la pusillanimité est récupéré à des fins impérialistes. Cela peut aller jusqu'au mensonge brutal et paralysant. Les gens insuffisamment politisés, les naïfs, les ignorants, les personnes âgées en sont les premières victimes. Dans le Jura, avant le plébiscite du 23 juin 1974, on fit croire aux petits vieux qu'ils perdraient le bénéfice de leur assurance vieillesse s'ils votaient « oui », ou même que les banques s'approprieraient leurs livrets d'épargne!

Et que dire des imputations manichéennes, sinon qu'en faisant croire à un clivage entre bons et mauvais, les premiers étant forcément partisans de l'ordre établi, elles visent à créer un réflexe conditionné face aux « séparatistes ». Ceux-ci sont présentés comme des aventuriers, des têtes brûlées, des fanatiques, des intolérants « qui refusent la vie commune avec des compatriotes parlant une autre langue ». Pour les qualifier, tout le vocabulaire péjoratif y passe. Et le conformisme devenant une valeur d'État — « il faut savoir raison garder » — on passera sans transition à des propos hypocrites sur l'organisation des sociétés humaines: « Pourquoi élever de nouvelles frontières, alors qu'on cherche la paix entre les nations! » Ceux qui vous sortent cette énormité sont bien sûr des stato-nationalistes extrêmement méfiants à l'égard de toute forme d'intégration continentale ou autre.

Les puissances opposées à l'indépendance, qu'elles soient politiques ou financières, font toujours campagne de façon à faire naître la question suivante dans le cerveau de l'électeur: « Qu'est-ce que je pourrais perdre si mon pays devenait libre? Après quoi les réponses pleuvent: « Si vous vous séparez, vos charges fiscales augmenteront! » Où trouverez-vous l'argent pour payer l'administration? » « Attention, votre État ne sera pas viable ». Le chantage aux capitaux et à l'économie n'est pas moins insolent: « Si vous votez « oui », d'importantes industries s'en iront, les investissements seront stoppés, le chômage augmentera, etc. » Pour se libérer, les Jurassiens ont dû balayer ces épouvantails et passer à travers les miasmes de l'intoxication. Aussi espérons-nous que les Québécois, victimes d'un même traitement, sauront répondre aux empoisonneurs publics.